Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels

Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein

Band: 3 (1894)

Heft: 51

Artikel: La responsabilité de l'hôtelier quant aux effets apportés par les voyageurs [fin]

Autor: Brandis, W.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-523143

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

stellen und sie des Betrages halber zu drangsalieren.

Warum wir wohl diese veralteten Thatsachen über den soeben illustrierten Redacteur-Directeur hier wieder auffrischen? Einfach deshalb, weil wir in dem Direktor des eingangs genannten neuen Blattes „L'Hôtel" ein und dieselbe Person wiederfinden. — — — — — — — — — — — — —

Was die 1. Auflage von 100,000 Exemplaren des betr. Blattes anbetrifft, so kennt man den Rummel; die Hauptsache ist, dass in erster Linie jedes Inserat sein Beleg bekommt. Wir sind in letzter Zeit von Jemandem, der es zufolge seiner Stellung wissen muss, über die Auflagen gewisser Fremdenblätter, namentlich internationaler, aufgeklärt worden. Was würden z. B. die nach Hunderten zählenden Inserenten eines gewissen, internationalen, in der Schweiz immer noch viel zu hoch geschätzten Fremdenblattes sagen, wenn sie erführen, dass dasselbe eine Auflage von nicht viel mehr als 500 Exemplaren hat, wovon jeder Inserent eines erhält und die übrigen in die Buchhandlungen und Zeitungskioske wandern, aber nicht verkauft werden? Und doch brüstet sich dieses Blatt, für den Fremdenverkehr der Schweiz und der Rivièra das zu sein, was die *Londoner* „Times" für die Politik Englands ist.

La responsabilité de l'hôtelier quant aux effets apportés par les voyageurs.*)

Par M. W. Brandis, docteur en droit, Berlin W.

(Fin).

Reproduction interdite.

Lorsqu'un voyageur laisse dans sa chambre des vêtements suspendus à des crochets ou déposés sur des meubles et que ces vêtements soient volés, l'hôtelier est reponsable. Si le vol porte sur des valeurs ou de l'argent placés sur une table ou dans un tiroir non fermé, le dommage est imputable au voyageur, attendu que tout homme prudent n'a pas l'habitude, même dans son propre logis où le personnel de service a accès, de laisser traîner de l'argent sur les meubles. L'hôtelier est responsable d'une manière illimitée — d'après le projet de code civil, dans la règle *jusqu'à concurrence de mille marks seulement* —. Au delà de cette somme, il n'est tenu que dans trois cas, savoir: lorsque les objets de valeur disparus ont été confiés à sa garde, lorsqu'il a refusé de les prendre sous sa garde, ou enfin lorsqu'il est prouvé que le dommage est imputable à lui ou aux gens qui sont à son service. Il ne peut opposer que l'état ou l'extérieur de l'étranger ne pouvait lui faire présumer que ce dernier avait avec soi une si forte somme. Mais pour cela, l'hôtelier n'est pas sans défense, car le voyageur doit prouver: 1. qu'il a apporté dans l'hôtel les objets soustraits et 2. qu'ils ont disparu pendant son séjour à l'hôtel. Ces deux preuves, surtout la dernière, sont très difficiles à fournir: en effet il est extrêmement rare qu'une seconde personne soit à même de porter témoignage sur le contenu de notre portemonnaie, sacoche ou malle. Dans la plupart des cas, le voyageur parviendra tout au plus à faire croire à la perte qu'il a éprouvée.

C'est pourquoi beaucoup d'hôteliers invitent les voyageurs à leur confier leur argent ou leurs objets de valeur, ce que les étrangers feront bien d'accepter dans leur propre intérêt. Nous citons ci-après un litige de l'espèce: le voyageur avait, un dimanche, remis au sommelier une lettre chargée, avec ordre de la faire porter au bureau de poste, vers 5 heures, par le commissionnaire de l'hôtel. Cet ordre ne fut pas exécuté. L'hôtelier ne voulut pas payer, alléguant que l'ordre donné au sommelier ne rentrait pas dans les attributions d'un hôtelier et qu'ainsi le sommelier en était seul responsable. Le tribunal admit que le sommelier devait conserver la lettre jusque vers 5 heures. La garde d'objets appartenant aux étrangers est un des devoirs de l'hôtelier. Au vrai, la responsabilité de ce dernier eût cessé dès l'instant où le sommelier aurait remis la lettre au commissionnaire de l'hôtel et si celui-ci avait détourné l'objet. Cette course d'un messager ne rentrait pas dans l'obligation de garder et surveiller la lettre. D'après les principes généralement admis, l'hôtelier ne serait responsable que s'il avait engagé comme commissionnaire un homme notoirement peu digne de confiance.

Comme il a été dit, le voyageur a, lui aussi, des obligations; laisse-t-il le jour sa chambre ouverte ou la clef à la serrure, il se rend coupable de négligence, mais remplit son devoir en accrochant sa clef au tableau réservé à cet effet. Quant à savoir s'il faut fermer à clef pendant la nuit la chambre où l'on couche, c'est ce qu'on ne peut affirmer d'une manière absolue. Lorsqu'un étranger amène dans sa chambre un filou connu pour tel ou bien une fille de joie (comme ce fut, parait-il, le cas d'un voyageur de commerce à Francfort s/M.), l'hôtelier est, par le fait même, dégagé de toute responsabilité et, le cas échéant, l'étranger aurait à prouver que le vol a été commis par les gens de service ou par des voyageurs, ou bien que l'hôtelier est autrement en faute.

Ainsi qu'il ressort de ce qui précède, l'hôtelier répond non seulement des gens à son service, portier, sommeliers, commissionnaires, femmes de chambre, mais encore des soustractions commises par ses hôtes ou autres étrangers, en tant qu'ils se trouvent ou se sont introduits furtivement dans les locaux de son établissement. La responsabilité stricte ne vise toutefois que les voyageurs qu'il a reçus chez lui, ne fût-ce que pour quelques heures de la journée, aux fins de les héberger, mais non les personnes qui viennent dans son hôtel pour dîner ou satisfaire quelqu'autre besoin momentané.

Un certain nombre d'hôteliers ont essayé de s'affranchir de cette rigoureuse responsabilité légale au moyen *d'affiches* placées dans le vestibule ou dans les chambres de leur maison. Ce procédé ne pouvait cependant aboutir au but proposé et n'a pas été reconnu valable par les tribunaux attendu qu'à la conclusion du contrat, c'est-à-dire au moment où le voyageur est accepté dans l'hôtel, il faut qu'il soit averti que l'hôtelier consent à le recevoir à des conditions autres que celles édictées dans la loi. Un avis que le voyageur lit postérieurement dans sa chambre, n'a pour lui plus de valeur, parce qu'il constitue une modification unilatérale du contrat passé entre lui et l'hôtelier. Quelques tribunaux ont toutefois admis l'efficacité de l'affiche placée dans les chambres et portant que l'hôtelier ne répond des sommes d'argent et objets précieux, que s'ils lui sont confiés; le fait de ne pas tenir compte de cet avis a été qualifié plusieurs fois de négligence de la part du voyageur et comme étant de nature à dégager l'hôtelier de toute responsabilité.

Il me semble que ce point de vue est correct et que les hôteliers allemands devraient pourvoir à ce que le projet de code civil, stipulant que ce genre d'affiche est purement et simplement „sans effet", fût modifié en conséquence.

Lorsqu'un hôtelier est actionné pour perte ou détérioration des effets apportés par les voyageurs, le tribunal dans le district duquel l'hôtel est situé, est compétent pour tout montant quelconque de la demande d'indemnité. Durant les vacances des tribunaux (du 15 juillet au 15 septembre), il est malheureusement d'usage de ne pas admettre les procès de ce genre. Dans le cas seulement où l'hôtelier veut retenir, comme il en a le droit, les effets du voyageur à raison de sa créance pour logement et nourriture, et qu'une contestation surgisse, le tribunal de district doit immédiatement ouvrir la procédure orale.

* * *

A titre de complément et pour corroborer l'article ci-dessus, nous citons plus bas les art. 486 et 487 du code fédéral des obligations:

Art. 486. Les aubergistes ou hôteliers sont responsables de toute détérioration, destruction ou soustraction des effets apportés par les voyageurs qui logent chez eux, à moins qu'ils ne prouvent que le dommage est imputable soit au voyageur lui-même, soit à l'une des personnes qui l'accompagnent ou qui sont à son service, ou qu'il résulte d'un évènement de force majeure ou de la nature même de la chose déposée.

On doit admettre, notamment, que le voyageur est en faute lorsqu'il néglige de confier à la garde de l'hôtelier des sommes d'argent considérables ou d'autres objets de grande valeur. Mais, dans ce cas même, l'hôtelier est tenu tant de sa propre faute que de celle des gens qui sont à son service.

Art. 487. L'hôtelier ne peut s'affranchir de la responsabilité définie à l'article précédent en déclarant, par des avis affichés dans son hôtellerie, qu'il entend la décliner ou la faire dépendre de conditions spéciales.

Bergbahnen. Für eine Bahn von St. Immer auf den Chasseral ist am 16. Oktober ein Konzessionsgesuch eingereicht worden. Was das Betriebssystem anbetrifft, so sind elektrische Motorwagen vorgesehen, bei denen der Strom durch eine obere Leitschiene zugeführt und durch die Fahrschiene zurückgeleitet würde. Die Regierung von Bern erhebt keine Einwendungen gegen das Gesuch. Die Kosten sind auf 550,000 Franken veranschlagt.

Zur Nahrungsmittelfälschung. Ein Reichstagsabgeordneter kaufte sich auf der Reise von Frankfurt nach Berlin auf allen grösseren Bahnstationen je ein Butterbrod, ohne dasselbe zu essen. So kam er endlich mit einer Sammlung von 23 Butterbroden in Berlin an und gab dieselben in dem Institut zur Untersuchung von Lebensmitteln ab zur Untersuchung auf Margarine; es wurde hier festgestellt, dass von den 23 Bahnhofsbrödchen nicht weniger als 17 mit Margarine bestrichen waren!

Jungfraubahn. Herr Guyer-Zeller hat fünf Gutachten als Beilagen zum Konzessionsgesuch der Bundesversammlung vorgelegt. Herr Ingenieur Simon nennt die Jungfraubahn einen Markstein technischer Entwicklung, eine der schönsten Blüten menschlichen Wissens, Könnens und Wollens. Sie werde in keiner Weise den herrlichen Berg entstellen.

Der Centralvorstand des Schweizer. Alpenklubs spricht in einer Eingabe an die Bundesversammlung den Wunsch aus, es möge bei Erteilung der Konzession für die Jungfraubahn die Bedingung aufgenommen werden, dass der Zugang zum Gipfel den nicht mit der Bahn dort anlangenden Bergsteigern in keiner Weise erschwert bezw. einer Zutrittstaxe unterworfen werde. Dieses Begehren ist gar nicht überflüssig angesichts der Erfahrungen, die man leider bei so vielen jetzt verbarrikadierten Naturschönheiten des Schweizerlandes hat machen müssen.

An der **internationalen Fahrplankonferenz** in Florenz nahmen aus der Schweiz teil Abordnungen der Jura-Simplonbahn-Gesellschaft, der Gotthardbahn, der Centralbahn, der Nordostbahn, der Ver. Schweizerbahnen, der Dampfschiffverwaltung des Vierwaldstättersees. Der Antrag der Direktion der Schweiz. Nordostbahn auf Herstellung einer neuen Schnellzugsverbindung von Zürich nach Frankfurt a. M. und weiter über Basel-Karlsruhe durch Früherlegung des in Zürich jetzt um 2.50 nachmittags abgehenden Schnellzuges um eine Stunde wurde angenommen. Die Schweiz. Centralbahn beantragte die frühere Anbringung der vom Auslande her am Morgen in Basel eintreffenden Nachtschnellzüge zur Herstellung besserer Schnellzugsverbindungen nach der Ostschweiz. Ihr Antrag wurde indessen nicht angenommen. Die nächste Konferenz findet im Juni 1895 in Amsterdam statt.

Zürich. Der Verkehrsverein Zürich hielt am 13. d. seine Generalversammlung ab. Die Verhandlungen leitete der Präsident Hr. Guyer-Freuler. Aus dem gedruckten Jahresberichte entnehmen wir, dass der Verein im Berichtsjahre 739 Privatmitglieder zählte. An Beiträgen von Privaten gingen 5670 Fr. ein. Die Beiträge hiesiger Behörden, Verkehrsanstalten, Banken und Vereine betrugen 15,855 Fr., die auswärtigen Beiträge 1250 Fr. Der Vorstand erledigte in 11 Sitzungen 56 Geschäfte. Im ganzen haben 1709 Personen sich Rat und Auskunft im Bureau geholt. Es gingen 1048 Korrespondenzen ein. Der Führer durch Zürich wurde in 8000 deutschen, 4000 französischen und 4000 englischen Exemplaren angefertigt. Im Verkehrswesen hat der Verein verschiedene Anregungen gemacht, so im Droschkenwesen, der internationalen Verbindung des Eisenbahnverkehrs. Die Rechnung erzeigt an Einnahmen Fr. 28,081, an Ausgaben Fr. 25,151. Das Vermögen beläuft sich auf Fr. 25,261. Unter dem Titel „Wünsche und Anregungen" der Traktandenliste wurde die Frage aufgeworfen, ob es vielleicht nicht thunlich wäre, das Fremdenblatt und das Theaterblatt mit einander zu verschmelzen.

Einem Hoteldieb ist es in der Nacht vom 29. November gelungen, drei Gäste des Albergo di Roma in Rom um insgesamt etwa 10,000 Lire an Geld und Wertsachen zu berauben. Wie aus verschiedenen Anzeichen hervorgeht, hat der Dieb seine Opfer, zwei italienische Marchesi und einen Advokaten, nachdem er nächtlicherweile ihre Zimmer betreten hatte, mit chloroformgetränkter Watte betäubt und dann in aller Gemütsruhe ihre Brieftaschen und anderes an sich genommen. Dabei hat der schlechte Mensch nicht einmal seine Hotelrechnung bezahlt. Man weiss von dem Thäter, dass er vor wenigen Wochen in einem andern römischen Gasthof gewohnt, dort keinen Diebstahl zu stande gebracht, aber gleichfalls seine Rechnung nicht bezahlt hat, Das einemal nannte er sich Sturland, das anderemal Campodonico. Man vermutet, dass er jetzt ein anderes Land für seine Thätigkeit betreten hat.

Das Trinkgeld vor Gericht. Zur Frage, ob es ein „Recht auf Trinkgeld" gibt, haben die Gerichte ein Wort gesprochen. Der Kaufmann F. in Berlin hatte im K'schen seine Hochzeit gefeiert, und da für jedes Gedeck ein bestimmter Preis vereinbart war, ergab sich eine Gesamtsumme von 212.20 M., welche F. auch bezahlte. Nun verlangte aber der Hotelier noch 15 Mark für Bedienung. Da diese Summe nicht vereinbart war, verweigerte F. die Zahlung und der Wirt klagte den Betrag ein. Der in dem Rechtsstreit vernommene Sachverständige begutachtete, dass für die Bedienung keine Zahlung verlangt werden könne, sofern die Kellner Trinkgelder erhielten, dass aber andernfalls die Bedienung besonders bezahlt werden müsste. F. behauptete, es seien Trinkgelder gegeben worden. Das Gericht wies die Klage ab und beleuchtete die Trinkgeldfrage in folgender Weise: Im allgemeinen sei der Preis für Aufenthalt, Beleuchtung, Heizung und Auftragen der Speisen in dem Preise des Kouverts mit enthalten. Die Gewährung von Trinkgeldern für die Bedienung sei, möge sie auch thatsächlich durch die Usance zu einem gewissen Zwange geworden sein, rechtlich doch immer eine freiwillige und auf das Rechtsverhältnis zwischen Gast und Wirt ohne Einfluss. Der Wirt könne hinterher die Stellung der Bedienung nicht davon abhängig machen, ob und wieviel Trinkgelder die Kellner erhalten hätten. Wenn auch wirklich die Kellner durch Zahlung einer Summe an den Wirt für nicht erhaltene Trinkgelder entschädigt werden sollten, so könne dies nicht als eine Zahlung an den Wirt angesehen werden, für die eine Verpflichtung bestehe. Auf die Berufung des Klägers schloss sich das Berliner Landgericht dieser Auffassung an und verwarf das Rechtsmittel.

Konstanz. Das „Hotel Hecht" in Konstanz ging durch Kauf an den seitherigen Pächter, Herrn Wilh. Bührer über.

Schaffhausen. Das „Hotel Schiff" in Schaffhausen ist in den Betrieb des Herrn F. Ruff-Witzig von Trüllikon übergegangen.

Zug. Das „Hotel Hirschen" in Zug, bisher von Herrn O. Syz geführt, ist an Herrn Haubensack, Hotelier in Lungern, verkauft worden.

Liestal. Der Gasthof zum „Falken" in Liestal ist für 170,000 Fr. an die Aktiengesellschaft Hotel und Soolbad zum „Falken" verkauft worden.